

**Spécial  
de la  
Rentrée**

**CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST**

## **PROGRAMMES DE MAJEURE HAUTE SPÉCIALISATION ET FOCUS POUR CONTRENER LE DÉCROCHAGE**

Pour atteindre ou conserver des taux de diplomation de 85 % à l'école secondaire, la cible fixée par le ministère de l'Éducation de l'Ontario, il faut intervenir vigoureusement quand les élèves atteignent la 11<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> année. Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) enregistre d'excellents succès à cet égard en privilégiant des interventions à la fois ministérielles (programmes de majeure haute spécialisation) et locales (programmes Focus).

Les Majeures haute spécialisation, un programme approuvé par le Ministère, aide les élèves à personnaliser leur expérience de l'école secondaire en fonction de leurs intérêts et leurs talents ; à acquérir des connaissances et à développer des compétences propres au secteur ; à se concentrer sur l'obtention de leur diplôme ; et à poursuivre leurs objectifs et choix de destination postsecondaire – collège, formation en apprentissage, marché du travail et université.

« Ces programmes de deux ans permettent de regrouper des cours spécialisés dans le domaine qui intéresse particulièrement un étudiant », explique Isabelle Chartrand-Dubois, enseignante en affectation spéciale au CECCE. Cette année, en 2009-2010, près de 500 élèves de différentes écoles – 300 de plus que l'an dernier – suivront une Majeure haute spécialisation dans l'un des domaines suivants : arts et culture, construction, hôtellerie et tourisme, informatique, santé et bien

être, sécurité communautaire et services d'urgence, technologie des communications et de l'information et transport.

En plus des cours de spécialisation, les cours généraux (maths, français, histoire) sont adaptés aux thèmes de la Majeure haute spécialisation. Par exemple, dans le domaine de la construction, les exemples en mathématiques seront pertinents aux travaux de construction. Des spécialistes viennent aussi rencontrer les élèves, et ces derniers font un stage de travail dans leur milieu de spécialisation. « L'élève peut inclure dans son CV un stage coopératif et des formations spécialisées. Cela lui donne un avantage s'il veut entrer sur le marché du travail ou s'il veut poursuivre ses études au collège ou à l'université », dit Mme Chartrand-Dubois.

### **PROGRAMMES FOCUS**

Le CECCE ajoute comme complément aux Majeures haut spécialisation ses propres programmes crédités d'insertion au travail, appelés Focus. Il ne s'agit pas uniquement de stage de travail mais bien d'une immersion. L'élève en construction passera quatre mois sur un chantier de construction et poursuivra même ses cours dans une classe portable à côté d'une des maisons en construction.

Des élèves en production artistique passent un semestre dans les installations de TV Rogers Ex et produisent réellement l'émission *Tout l'amour du monde* animée par Ginette Gratton. Ils assurent la régie, le son, manient la caméra. Les élèves en santé utilisent les laboratoires de l'Université d'Ottawa dans le cadre d'un beau partenariat entre l'hôpital, l'université et La Cité collégiale. « Les programmes sont stimulants et enrichissants, poursuit Mme Chartrand-Dubois. D'autre part, ils complètent très bien les Majeures haute spécialisation, et les crédits obtenus à travers les programmes Focus s'imbriquent dans ceux de la majeure. » Il y a en tout une douzaine de programmes Focus, dont le tout nouveau programme sur le football. « Nous travaillons très fort pour garder nos élèves à l'école », résume l'enseignante.

Pour plus de renseignements, on peut visiter le site [www.ecolecatholique.ca](http://www.ecolecatholique.ca)



**cyberpresse.ca**

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 25 août 2009 à 12h34 | Mis à jour le 25 août 2009 à 12h43

La Cité collégiale

## Andrée Lortie quitte la présidence



Andrée Lortie  
Archives, LeDroit



**Philippe Orfali**  
Le Droit

La présidente de La Cité collégiale Andrée Lortie tire sa révérence, après plus de 20 ans à la tête du premier collège de l'Ontario français.

Celle qui mène la destinée de La Cité collégiale depuis sa fondation en a fait l'annonce hier matin à son personnel, suscitant la surprise générale.

Ce sont des raisons personnelles qui l'ont poussé à prendre sa retraite, a indiqué la principale intéressée.

« C'est assez récent, cette décision. Ce n'est pas quelque chose que je mijote depuis des mois. Il s'agit d'une décision importante », a-t-elle

déclaré au *Droit*.

Connue pour sa ténacité, Mme Lortie quittera pour de bon le collège francophone d'Ottawa le 7 janvier 2010. De nombreuses personnes la voient briguer les suffrages en politique provinciale ou fédérale, des rumeurs qu'elle dément vigoureusement. « Honnêtement, la politique ce n'est pas du tout ce qui m'a mené à décider de prendre ma retraite. (La politique), ce n'est pas un sujet dont je veux parler pour l'instant », dit-elle.

### Un temps de repos

« Ça fait vingt ans que je fais quelque chose qui me passionne, avec conviction, avec efforts. (La Cité collégiale)

a été toute ma vie. C'est toujours difficile d'effectuer une transition, et je veux me donner le temps de prendre une pause. »

Une pause d'une longueur indéterminée, qui lui permettra de faire un bilan des années consacrées à La Cité, et de décider quelle sera sa prochaine étape.

« Il y a plusieurs choses que je veux faire ! », dit-elle, sans préciser ce dont il est question.

Originaire d'Embrun, Mme Lortie est âgée dans la cinquantaine. Avec un salaire qui s'élevait à près de 279 000 dollars l'an dernier, elle est l'une des présidentes de collège les mieux payées de la province. Son successeur sera sélectionné au cours des prochains mois.

### **Une grande perte**

Avec le départ de Gérald Savoie - à la tête de l'hôpital Montfort depuis 23 ans - l'Ontario français perd une autre de ses figures institutionnelles importantes, souligne Normand Fortier, ex-président du conseil d'administration du collège. « Même pour les gens près d'elle, il s'agit d'une surprise, a-t-il dit. Ce sera un grand défi de la remplacer. »

« Au cours de ses vingt années à la présidence, Mme Lortie n'a ménagé aucun effort pour amener le collège à améliorer l'accès à une formation collégiale de qualité en français, a pour sa part déclaré le président du conseil d'administration de La Cité, Guy Dupuis. Elle a ainsi fait de l'établissement d'enseignement un pilier de la francophonie ontarienne. »

**cyberpresse.ca****LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**

Publié le 25 août 2009 à 21h40 | Mis à jour le 25 août 2009 à 21h41

## ***La Cité collégiale d'Andrée Lortie***



**Pierre Jury**  
Le Droit

Au printemps dernier, Gérald Savoie, le grand patron de l'hôpital Montfort, annonçait son départ ce mois d'octobre. Après 23 années, « ce sont des souliers qui ne seront pas faciles à chausser », avait lancé Madeleine Meilleur, députée d'Ottawa-Vanier et ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario.

Hier, un deuxième vide s'est créé avec l'annonce du départ d'Andrée Lortie, la présidente de La Cité collégiale. Elle aussi aura dirigé une institution franco-ontarienne pendant plus de deux décennies. Elle est la seule dirigeante que La Cité collégiale ait jamais connue. Elle était là, avant même sa création, pour exposer au gouvernement de l'Ontario la nécessité et la viabilité d'un collège francophone pour l'Est ontarien. Elle l'a mis sur pied en 1989. Elle l'a lancé en 1990. Elle l'a déménagé d'un local temporaire, rue Saint-Laurent, à son emplacement actuel en 1995. Elle l'a agrandi en plusieurs phases. Elle a bâti les outils dont il avait besoin pour prospérer : une résidence, une fondation, etc. Elle l'a essaimé, elle l'a dirigé contre les vents et marées de gouvernements, de ministres de l'Éducation, de fonctionnaires plus ou moins sympathiques à l'enseignement supérieure de langue française. Les embûches ont été nombreuses. Encore et toujours il y a eu la question du financement et après le lancement initial, chaque programme aura été gagné au prix d'un long combat, d'un argumentaire poussé, de voyages répétés à Toronto où les bonzes de l'éducation trônent à distance sur l'enseignement à Ottawa.

Andrée Lortie a fait tout cela avec une autorité bien à elle. Il y a eu quelques confrontations publiques avec les syndicats de La Cité collégiale, et d'autres plus privées avec le personnel d'administration. Ce fut parfois la porte tournante près de son bureau. Si elle a duré deux décennies à La Cité collégiale, rares sont ceux qui l'ont accompagnée tout au long du chemin.

À travers tous ces bouleversements, Mme Lortie a toujours été, en public, une femme au sourire contagieux. Elle a toujours affiché un optimisme à trouver des solutions, même lorsque le ciel était bien sombre. C'était son style. Ceux qui ne s'adaptaient pas sont partis, volontairement ou pas. Elle, par contre, a toujours survécu et les succès de l'institution incontournable qu'est devenue La Cité collégiale sont un témoignage vif que si ses méthodes ne faisaient pas unanimité, elles avaient quand même le bonheur de fonctionner.

Lundi soir, le conseil d'administration de La Cité collégiale a signalé l'aube d'une nouvelle ère qui s'amorcera

officiellement avec le départ d'Andrée Lortie, le 7 janvier 2010. Elle laisse un collègue en plein essor... ce qu'il a été depuis sa création. Pas une année n'aura été de répit. Chaque programme, celui des pompiers, des sténotypistes, chaque école, chaque campus fourmille. Un Centre des métiers à Orléans verra bientôt le jour. Les gens de l'est auront un pavillon mieux adapté à Hawkesbury. L'Université d'Ottawa, le collège Glendon, l'Université de Moncton, l'Université du Québec en Outaouais figurent tous parmi les partenaires de La Cité collégiale, nullement ralentie par les frontières politiques ou géographiques.

Gérald Savoie et maintenant, Andrée Lortie. Les successeurs de ces deux personnages ne les remplaceront pas, ils leur succéderont. Le paysage franco-ontarien change. Le mouvement était quelque peu prévisible, après tant d'années. Une relève doit s'installer. Souhaitons qu'elle aura autant de succès que ce duo dynamique.

En éducation, La Cité collégiale a démontré que les changements sont perpétuels, du moins pour une institution jeune comme elle l'est. Elle aura beau célébrer ses 20 ans l'an prochain, la prochaine décennie ne sera pas statique, au contraire. Les défis de la formation professionnelle changent, mais ne diminuent pas selon les climats économiques. Andrée Lortie aura démontré sur papier, dans un premier temps avant 1990, que La Cité collégiale était une nécessité pour la communauté franco-ontarienne. Dans les deux décennies qui ont suivi, en partie grâce au travail acharné d'Andrée Lortie, des dizaines de milliers d'élèves qui ont fait confiance à La Cité collégiale incarnent un témoignage vivant que leur collège était plus qu'une chimère, mais un outil essentiel à son essor et à sa prospérité.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Grippe A(H1N1) en Outaouais

## Pas de pénurie d'infirmières

**CAROLINE BARRIÈRE**  
cbarriere@ledroit.com

L'Outaouais ne devrait pas manquer d'infirmières lors de la campagne de vaccination massive contre la grippe A(H1N1) qui aura lieu cet automne.

C'est ce qu'affirme l'Agence de la santé et des services sociaux qui cite en exemple un important exercice où 2500 personnes avaient été vaccinées entre 9 h et 14 h à l'école secondaire de l'Île le 11 novembre 2006. Cet événement avait été qualifié de répétition générale réussie en vue de faire face à une éventuelle pandémie. Des étudiants du cégep et de l'université avaient également été obligés de participer à cette vaccination à la chaîne où 500 personnes à l'heure avaient reçu le vaccin contre la grippe annuelle.

«Il n'y a donc aucune inquiétude dans la région. L'Outaouais compte suffisamment de ressources infirmières même si la campagne devait durer plusieurs jours. On peut aussi compter sur une banque d'infirmières à la retraite qui accepteraient de venir prêter main-forte et sur les étudiants en technique infirmière et en soins infirmiers.

On est confiant d'atteindre la norme de 300 personnes à l'heure puisqu'on avait réussi à en vacciner bien davantage en 2006», a assuré Céline Jacob, porte-parole de l'Agence.

En plus de la vaccination scolaire qui doit avoir lieu peu après la rentrée des classes, la vaccination pour la grippe saisonnière devrait se dérouler de la mi-octobre à la mi-novembre alors que celle pour la H1N1 aurait lieu de la mi-novembre à la mi-décembre.

Les Centres de santé et de services sociaux (CSSS) de la région ont planifié en mai dernier tout ce qui a trait aux points de service pour la vaccination. Le CSSS de Gatineau devrait mettre deux sites à la disposition du public puisque la population est davantage située en zone urbaine. Du côté du CSSS du Pontiac, les infirmières pourraient se déplacer dans huit ou neuf sites qui seraient ouverts à tour de rôle, compte tenu de l'étendue du territoire.

Un site-type requiert la présence de 140 personnes dont 40 infirmières, infirmières auxiliaires et étudiants dans le domaine de la santé. Une centaine de personnes doivent veiller à l'accueil, faire

signer le formulaire de consentement, rencontrer les personnes qui ont des problèmes de santé particuliers et assurer le suivi des gens vaccinés.

L'Outaouais compte 1634 infirmières et 498 infirmières auxiliaires au sein du réseau public de santé. La Fédération interprovinciale de la santé du Québec (FIQ) estime elle aussi qu'il y aura suffisamment d'infirmières dans la province advenant une vaccination massive en un court laps de temps.

### Craintes en Ontario

De son côté, l'Ontario craint de manquer de personnel de première ligne pouvant être en mesure d'administrer le vaccin. C'est pourquoi les pharmaciens demandent au gouvernement de leur permettre, eux aussi, de vacciner la population en acceptant de modifier la législation. Le ministère de la Santé n'a pas encore répondu à la demande de l'Association des pharmaciens de l'Ontario.

À Ottawa, la Santé publique procède actuellement à la formation de 300 infirmières qui participeront aux diverses campagnes de vaccination dans la capitale cet automne.

cyberpresse.ca

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 25 août 2009 à 20h58 | Mis à jour le 25 août 2009 à 20h59

Un laboratoire mobile recueillera des données à l'Ud'O

## Vaste enquête sur l'état de santé des Canadiens



**Charles Thériault**  
Le Droit

Près de 350 personnes vivant au centre-ville d'Ottawa, dans l'est de la ville et dans la région de Prescott-Russell seront sollicités pour participer à la grande Enquête canadienne sur la santé, qui donnera de l'information très détaillée sur l'état de santé de la population canadienne.

Cette vaste enquête pancanadienne - dont le premier cycle est complété depuis février dernier - reprendra cette semaine avec les entrevues individuelles qui seront menées auprès des personnes choisies et par des tests qui seront effectués dans un laboratoire mobile installé sur un campus de l'Université d'Ottawa, sur l'avenue Lees.

Le deuxième cycle de l'enquête menée par Statistique Canada, durera deux ans.

Hier, la directrice des mesures physiques de la santé chez Statistique Canada, Jeanine Bustros, a expliqué qu'à travers le pays, 5700 personnes dont l'âge varie entre 3 et 79 ans subiront des tests pour déterminer leur état de santé, afin d'obtenir un portrait assez précis de l'état de santé de la population canadienne. Des tests d'urine, de sang, des tests respiratoires et même des tests de la qualité de l'air dans les habitations, seront effectués au cours de l'enquête. On mesurera aussi le poids, la taille, la dimension du cou, de la taille et des hanches ainsi que l'épaisseur de la peau. La mesure de la tension artérielle sera très précise car elle sera effectuée selon un protocole plus rigoureux que ce que l'on voit habituellement dans une clinique médicale. Selon Mme Bustros, cette précision est nécessaire dans une enquête d'une telle ampleur.

Les participants seront aussi invités à porter, durant sept jours, un minuscule appareil de mesure de l'activité physique.

Les résultats des tests individuels demeureront confidentiels mais si les responsables décèlent une maladie ou un problème important chez un participant, ces résultats seront rapidement communiqués au médecin traitant de cette personne.

Facteurs environnementaux

L'enquête s'attardera aussi aux facteurs environnementaux pouvant affecter la santé. « C'est la première fois

qu'on tient en compte ces éléments », a précisé Mme Bustros. « Ça se fait aux États-Unis depuis 40 ans mais pas au Canada. Les tests environnementaux coûtent très cher (entre 2500 \$ et 3000 \$ par personne) car on mesure 137 éléments », a-t-elle ajouté.

Une fois les deux phases complétées, l'Enquête canadienne sur la santé aura coûté 34 millions \$ aux contribuables canadiens. L'équipe du laboratoire mobile passe entre six et huit semaines à chaque endroit visité.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Ottawa Citizen

# Be ready for H1N1 this fall, asthmatics told

Flu could worsen symptoms of those with lung ailments, experts warn

BY MEAGAN FITZPATRICK

Canadians with asthma and other chronic lung diseases could see their symptoms worsen if they pick up the swine flu and should get their conditions under control before the expected second wave of the pandemic hits.

The Lung Association says people with asthma, bronchitis and emphysema are more likely to experience severe symptoms of the swine flu, also known as the H1N1 virus, and to need hospitalization.

In a conference call conducted Tuesday by the Lung Association, Dr. Darcy Marciniuk, head of the division of respirology at Royal University Hospital in Saskatoon, said it was time for all Canadians, but especially those with a lung disease, to prepare.

"The symptoms may differ and the severity may be different in people with underlying lung disease, but, moreover, it may also serve as a precipitant to exacerbate or worsen their underlying lung disease," he said.

Marciniuk said the advice being offered by the Lung Association on its website included telling people with asthma (about three million Canadians have it) and other lung diseases to get symptoms under control so their lungs were in good condition and able to fight off the flu.

The association recommends people obtain an "action plan" from their doctor so they know what to do if their condition worsened, and it had templates for a plan on its website.

The group also emphasized the importance of people taking their medications to prevent and control their symp-

toms and of having an extra supply of medicine on hand.

"A key message will be the vaccination when it becomes available, to get in line early, not only for any specific H1N1 vaccination that will become available, but also for the regular flu seasonal vaccination as it becomes available this fall," Marciniuk said.

The regular seasonal flu vaccine will be available in early fall, as usual. The new swine flu vaccine, now in production, won't be ready until November. Canada has ordered 50.4 million doses of the new vaccine and is awaiting the results of clinical trials to determine if one or two shots will be needed to provide immunity.

Dr. Ken Scott, from the pandemic preparedness division at the Public Health Agency of Canada, said during the call that officials suspected two doses would be needed, probably 21 days apart.

Concerns have been raised about the scheduled delivery of the vaccine and whether it will come too late, especially if the second wave of the swine flu hits in early fall, instead of December, when the flu season normally begins. Public health officials say that, if swine flu arrives early, antivirals and other measures will be used to "buy time" until the vaccine is ready.

"We don't know what the attack rate will be this fall," Scott said. "So far this influenza has been a relatively mild illness. We'll keep our fingers crossed and hopefully that's the way its going to stay, but we are planning for the worst, and I think that's the appropriate thing to do."

People who contract the swine flu or other influenza viruses can be treated with antiviral medication, if necessary. Tamiflu and Relenza are the two main drugs approved in Canada, and they have been effective against the swine flu so far.

CANWEST NEWS SERVICE

# No class system for schools

THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 26, 2009

Competition is at the heart of wealth creation in our society. Vying to be No. 1 separates the winners and losers in the private sector of our economy. Profits result in jobs and taxes that fuel the public sector and its regulating bodies.

So it is with dismay that we see a plan from the leaders of five major Canadian universities that would funnel innovation funding to those schools. That, essentially, would create an upper tier of universities - - rather a class system which would make competition for teachers, researchers, students and resources difficult for the second tier.

And just who chose these schools that want the extra funding -- British Columbia, Alberta, Toronto, Montreal and McGill -- as the top schools? Themselves. Strange we don't see Queen's, the University of Western Ontario and the highly innovative University of Waterloo on the list of elite schools. No doubt other worthy competitors are off the list.

The five chosen ones feel that Canada lags in innovation so money must be channelled to schools best equipped to deal with research. But Waterloo gives lie to this theory. It is not the biggest university, but it has developed an expertise in high-tech that is unmatched in the country. As well, the school has used its ties to the community's technology industry to create other academic initiatives such as in the field of international affairs. By creating an elite class of universities where much funding would be channelled, what would happen to the great progress that has occurred at Waterloo? And academic competition in general?

Such a plan would hinder development of the national capital's schools. Carleton University has made great strides in overcoming an image in years past of being a substandard institution. Was Carleton a poor school? Probably not, but its image was that. Certainly the graduates from its public administration and journalism programs would disagree. As Carleton president Roseann O'Reilly Runte put it in a Globe and Mail op-ed article Tuesday, "small schools do win occasionally, inspiring other scholars there to work harder."

Students receive an excellent education at Carleton. Creating an elite of universities for funding would permanently reduce the school to a second tier and affect its ability to attract good staff and students. Is that the kind of university we want in the capital of a G8 nation?

And what of the University of Ottawa? Its bilingual nature reflects one of the dreams of this country -- that French and English can work and play in both official languages. The school has become a factory for producing employees for the federal government because of its adherence to two languages. By creating an upper tier of universities, does this denigrate the role of bilingualism in education and our

society?

Innovation comes in the most unusual places. The first flying machine had its genesis in a bicycle shop. The transistor and computers were finely honed, not invented, by the space program, as was a great deal of miniaturization. The initial idea for the Internet was as a secure method of transmitting data for the military. The telephone began as a short call between rooms. Innovation responded to need. Now, according to many within the industrial world, the biggest need in the research realm is getting results from academia to the consuming public.

Innovation is not the result of funding grand institutions on a grand scale. It is the product of fertile minds. They can be located in someone's basement, the National Research Council, at Carleton or Oxford. All they need is a fair chance to succeed.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

# Tighten control on colleges, ombudsman tells Ontario officials

CANWEST NEWS SERVICE AUGUST 26, 2009

Ontario should keep a closer eye on provincial colleges in the wake of an incident that left graduates unqualified for jobs in their chosen field, Ontario's ombudsman said in a report Tuesday.

André Marin launched an investigation into Sudbury-based Cambrian College last year after 13 students in the school's Health Information Management program complained of wasted time and funds spent on the two-year program.

The report said that, unlike similar programs at other Ontario colleges, Cambrian was never accredited by the national association that controls entry into the profession. That meant the students could not write a certification exam needed to secure the kind of work Cambrian highlighted in recruitment literature.

Marin recommended that Cambrian compensate those students, calling the college's conduct "unreasonable, unjust and wrong."

A news statement said Cambrian disagreed with the recommendation, but would contact affected students "to determine ways to find further resolution to their concerns."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

# Lessons from adult high school

BY RICHARD BERCUSON, THE OTTAWA CITIZEN    AUGUST 26, 2009



**Photograph by:** Bruno Schlumberger, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

---

For those of us who teach adults, this year's first week of school ought to provide interesting attempts at rationalizing bureaucracy.

To wit, OC Transpo's policy change of making student passes available only to those age 27 and under.

When the policy was announced early in the summer, we were distracted by the frigid monsoons passing through town. A few wrote complaining about the dent the policy would make in their budgets.

It must have been maudlin stuff to the average reader, who may not have had much sympathy for university students. Quite likely the \$19.50 difference will be a hardship, given student loans and limited funding for post-graduate studies.

We aren't hard-hearted. Dining regularly on macaroni and cheese for four years in undergrad is one thing; doing it while pursuing higher education is quite another matter.

The people who didn't write in or phone talk shows, however, are the ones who will suffer from this even more. This is not to denigrate higher education candidates. They will be my doctors and psychologists. Heaven knows, I need the latter.

My students didn't write. Or at least, I didn't see any letters from adult high school students nor did the talk shows voice their concerns.

I know why.

Since it was after school ended, they may not have known about it and won't till they return in a week or so. Most don't buy this newspaper. Nothing personal to management, but that's a fact.

The Citizen graciously provides free copies each morning during the school year. My students snap them up because they can't afford to buy it.

Let's examine the nature of adult high school students, many of whom are indeed over age 27.

There are ones with histories of substance abuse, trouble with the legal system, medical issues, and personal tales so compelling one wonders how they got to 27. They grab whatever jobs are available whenever they can. If that means missing school, money pays the bills; English assignments don't.

Some are supported by our tax dollars. Like it or not, and admittedly it irks me on occasion when a few seem to ride that wave interminably, it's the system we have. Yet, every week, my colleagues and I would get phone messages like this:

"Sorry I can't come to school for a few days. I don't have the money for bus fare and I'm waiting to hear from my worker."

Or these: "I have to go to work a couple of extra shifts so I can buy my bus pass."

In my halcyon years in the regular high school system, this kind of thing, the subjects of idle chatter, drove me to distraction. What kind of bleeding heart namby-pamby society are we running here?

But six years in the adult program has shattered my rose-coloured glass lenses. My students cannot afford things. Most live hand to mouth. A great many are single parents with more than one child -- yes, another personal bugaboo -- who struggle to accomplish the ordinary. One woman, over age 27, had to take her child to daycare in one direction then the bus in another to us, a two hour trek. An over-40 fellow lives off a small disability pension. He has to get his special-needs son to school before grabbing the bus to come to his own.

The sad irony of OC Transpo's bizarre decision is that the very people who need the break and must use public transportation will be penalized. Then, too, how the number 27 was reached probably has some curious justification known but to those who picked it.

No number would have been satisfactory. Last winter's seven-week strike kept dozens of our students from attaining their goals of finally graduating from high school. Whether or not the city and OC Transpo took a financial hit from the strike is their problem, not my students'.

How a loss is recouped should not be a burden heaped on the shoulders of the segment of the

population that can ill afford it. Indeed, the college crowd is one segment. But the adult high school and literacy program population is another you wouldn't even know existed if you didn't look for it.

If it is true our society is stronger for having a better educated populace, OC Transpo is making this more difficult for a great many people.

Frankly, I don't know how I will explain it.

Ottawa writer Richard Bercuson teaches at St. Nicholas Adult High School.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

# Fallout from prof's firing leaves students in the cold

## One researcher settles with U of O, but others say administration bullied them into dropping claims after award-winning lab was shut

BY TIM SHUFELT, THE OTTAWA CITIZEN    AUGUST 26, 2009

A former university researcher, who got caught in the crossfire of a feud between the University of Ottawa and a controversial professor, settled a lawsuit against the school on Tuesday.

"I'm satisfied with the result," said Mei-Zhen Dang. "They're admitting that something was done wrong, I think."

But her ex-labmates, who said they were bullied into submission by university administrators, did not fare as well.

While Dang settled for an undisclosed sum of money, her two fellow plaintiffs, Sean Kelly and Joseph Hickey, said the university used "financial threats" to force them to abandon their claims.

Andrée Dumulon, a university spokeswoman, acknowledged that a settlement was reached with Dang, but said the terms of the arrangement are confidential.

The three students all worked in the lab of renegade physics professor Denis Rancourt, who courted international attention last year when he awarded every student in his class an A-plus.

Although he was a tenured professor, Rancourt was fired and his lab shut down. On Dec. 10, Dang, a post-doctoral research associate, arrived to find the lab she had worked in for more than 12 years was locked.

She was summarily fired without explanation or compensation, according to her statement of claim against the university.

"It was many years of hard work and research and now it's terminated because of a fight between a professor and a university," Dang said.

Strengthening the plaintiffs' case against the University of Ottawa was the performance of the lab itself, which won awards for its research, said Dang's lawyer, Yavar Hameed.

While Rancourt's teaching methods were called unsound, his lab was not a target for similar criticisms, Hameed said.

"They were doing good work, they were bringing money to the university, but because of other



considerations, the lab was shut down," he said.

"One of the peculiar things about this case is that it has a very political nature," he added.

Despite the strength of the case, however, the lawyer said a legal gap forced the other two casualties of the dispute to withdraw their charges.

While Dang was a post-graduate student and a paid employee, making her claim a matter clearly guided by employment law, Kelly and Hickey were both students pursuing their master's degrees.

And judges are very hesitant to wade into disputes between students and administrators, Hameed said.

"These things often happen when you try to bring a civil proceeding in a university context and the university says it is just a purely academic matter," he added.

Schools often argue they have their own administrative mechanisms to resolve student grievances and should not be played out in court, he said.

Should that argument have succeeded before a judge, the pair would have been responsible for the university's legal fees, estimated by Hameed at \$10,000 to \$15,000.

"I think that was a major part of their strategy was to threaten the financial burden until we were convinced to give up," Kelly said.

He also claimed the school delayed approving his scholarship after the lawsuit was launched. "I think the university has intimidated us intentionally."

Ultimately, the pair felt they were not in a position risk being on the hook for thousands in legal fees, Kelly said.

But he sees Dang's settlement as consolation. "It is, I think, a clear admission that they did treat us all unfairly."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen